

C.F.D.E.T. ANCIENNEMENT F.E.N. ...

UNE NAISSANCE DISCRÈTE :

La F.E.N. a été officiellement reconnue comme Confédération en juin dernier. Cette nouvelle centrale est née sans bruit: ni débat interne, ni bataille contre le gouvernement Giscard-Chirac, ni réaction des centrales concurrentes. Pourtant le fait est d'importance.

La première conséquence est que la F.E.N. devra normalement changer de nom, d'abord parce qu'elle n'est plus une Fédération, ensuite parce qu'il n'y a plus d'«Education Nationale». *Confédération de l'Education...* c'est un peu bref. On pourrait garder le F en souvenir. Mais la *Confédération Française de l'Education* élargira nécessairement son cadre de recrutement et deviendra la *Confédération Française de l'Education et du Travail*. De plus, comme elle se veut, par ses structures, un modèle de démocratie, cela pourrait donner: *Confédération Française Démocratique de l'Education et du Travail*. Mais laissons là ce jeu des sigles et faisons confiance à l'imagination des nouveaux confédérés. La seule certitude est que la nouvelle centrale, née en 1975, ne pourra se prévaloir, comme la C.G.T. et la C.G.T.-F.O., d'une référence à l'ancienne C.G.T. Ce sera la seconde dans ce cas en France.

Une deuxième conséquence est que la nouvelle centrale, frétée de 14 conseillers économiques, va voir s'ouvrir devant elle, comme pour les autres, la manne de l'Etat; et quelques 200 millions d'anciens francs viendront l'aider à renforcer son appareil. A priori cet élément ne soulèvera pas de prévention de la part de militants qui, comme nous, ont toujours défendu la F.E.N.

Rappelons, en effet, que la F.E.N. est née en 1947 d'un accord entre réformistes et révolutionnaires. C'est d'ailleurs cet accord, exprimé par la motion Bonissel-Valière, qui déterminait la structure de la F.E.N. en tendances avec représentation proportionnelle.

Cette expérience de l'autonomie, dans le but d'éviter la division des enseignants, a été une réussite puisque 80% d'entre eux se retrouvent à la F.E.N. C'était néanmoins une gageure. La Fédération pouvait sombrer dans un corporatisme étroit. Ce ne fut pas le cas: la grève générale des instituteurs contre De Gaulle en 1958, le *Non* au référendum de 1969, la dénonciation des accords de 1970 sur la Formation Professionnelle témoignent, entre autres, de la nature de la F.E.N.

C'est pourquoi, indépendamment de leurs divergences avec la tendance réformiste, les anarcho-syndicalistes, enseignants et ouvriers, ont constamment défendu la fédération autonome en tant qu'organisation ouvrière authentique.

La transformation de la F.E.N. en confédération amène une situation nouvelle. Les options politiques et syndicales des enseignants ne sont pas différentes de celles des ouvriers syndiqués aux diverses confédérations, leurs affinités non plus. Mais le pari de l'Autonomie leur créait une sorte d'obligation dont le gage était l'unité des enseignants. En se transformant en centrale, en se situant sur le même plan que les trois confédérations concurrentes, la F.E.N. qui a désormais vocation à recruter ailleurs **(1)** qu'en milieu enseignant, ne risque-t-elle pas par contre de dégager les enseignants de cette obligation qui lui valait la quasi-exclusivité du recrutement enseignant?

(1) Comme semblait l'envisager Astre le 7 octobre 1971 dans une déclaration devant le comité central de la *Ligue des Droits de l'Homme*: «Actuellement la F.E.N. devient une sorte de Fédération s'étendant dans le domaine de la Fonction Publique».

L'ALBUM DE PHOTOS:

Mais ce qui importe le plus c'est de savoir où la nouvelle centrale va se situer sur l'échiquier des confédérations. L'examen des positions prises par la F.E.N. au cours des deux dernières années révèle une ligne fluctuante allant du réformisme traditionnel (signature de l'accord salarial dans la Fonction Publique) à la campagne en faveur du «candidat unique de la gauche», lors des présidentielles. Cette dernière attitude devait conduire la F.E.N. à se faire représenter par son secrétaire général aux meetings d'*Union de la Gauche* à la Porte de Versailles et à Lyon. Elle devait aussi dévoyer la F.E.N. derrière la C.G.T. et la C.F.D.T. dans des actions comme la grève du 6 décembre 1973, sur le mot d'ordre populiste de «la vie chère», en compagnie des gaullistes de gauche et du *C.I.D.Unati*.

Or, dans ce domaine, les dernières évolutions de la F.E.N. ne semblent pas véritablement rassurantes. Le numéro du 3 octobre de «*L'Enseignement Public*» fait un usage remarquable de la photographie publicitaire. En couverture: Henry, Séguy et Maire, lors de la manifestation contre Franco. Passons, et tournons la page: de gauche à droite Maire, Henry. Séguy. Page 5: Henry, Séguy, Maire. Page 7: Maire, Henry, Séguy. Ce n'est plus de la pédagogie, c'est de «l'intox».

Force nous est d'enregistrer un message si fortement exprimé. Mais que signifie-t-il? Que la réunification syndicale vient de faire un pas de géant? Allons donc! Alors, avec lequel des deux coéquipiers la perspective d'un rapprochement s'ouvrirait-elle?

Le hasard veut qu'au même moment un curieux «Dossier» soit publié dans l'hebdomadaire du S.N.I., «*L'Ecole Libératrice*» du 10 octobre. Traitant de l'Unité l'auteur distingue quatre sortes de syndicalismes : l'anarcho-syndicalisme, le syndicalisme léniniste, le syndicalisme de type anglo-saxon, et enfin le bon syndicalisme de type F.E.N. qui se réfère à la Charte d'Amiens. Le syndicalisme dit «léniniste» y est malmené à juste titre (citation de Brejnev à l'appui), et c'est bien fait pour Séguy. Plus surpris, nous avons pu lire cette définition de l'anarcho-syndicalisme: «...qui préconise la confusion entre la politique et le syndical allant jusqu'à la négation du syndicalisme» (sic). Quant à la C.F.D.T., voici comment elle apparaît dans l'histoire du mouvement syndical relatée dans le Dossier: «1947-1948: scission et création de la C.G.T.-F.O. et décision du S.N.I. et de la F.E.N. de conserver leur autonomie... Remarque: depuis cette époque la division syndicale s'est accentuée, puisque d'autres syndicats ont vu le jour (C.F.D.T., C.G.T., etc.). C'est l'immaculée conception! Les divergences entre cette centrale et la F.E.N. seraient simplement d'ordre tactique. L'auteur (qui ne cache pas sa prédilection pour le socialisme autogestionnaire) n'y voit en tout cas aucune différence d'origine, de nature et d'aspiration. Nous ne ferons pas un procès au pauvre type qui ignore que la Charte d'Amiens fut rédigée par les anarcho-syndicalistes et que la C.F.D.T. est issue de la C.F. T.C. en 1964 pour mieux appliquer l'idéologie social-chrétienne des encycliques dont font partie l'Autogestion et la Planification Démocratique. On ne peut pas tout savoir. Nous nous inquiétons par contre de ce qu'une revue aussi sérieuse que «*L'Ecole Libératrice*» ne soit pas contrôlée par une commission de lecture.

LA TROISIÈME FORCE?

Mais si tout ceci devait avoir un sens, il est facile de lui en trouver un. Le monde syndical n'évolue pas en dehors du temps et de l'espace. On l'a bien vu aux plus riches heures de l'Union de la Gauche. Depuis, il est apparu que celle-ci risquait de créer une dynamique difficilement contrôlable par les partis promoteurs. La querelle P.C.-P.S. eut donc pour but, et pour effet, de casser l'*Union de la Gauche*. La C.F.D.T. devait donner le coup de grâce à son récent congrès: «*l'Union de la Gauche n'est plus crédible*».

Parallèlement, depuis des mois l'ostracisme C.G.T. - C.F.D.T. (qui joua encore contre la F.E.N., le 4 octobre) visait à isoler les réformistes de la C.G.T.-F.O. et de la F.E.N., la signature de l'accord salarial dans la Fonction Publique étant utilisée comme pomme de discorde.

Mais il n'est ni facile, ni même suffisant de détruire les cadres traditionnels d'organisation des travailleurs si les alliés objectifs de la bourgeoisie ne tentent pas de leur substituer une structure de rechange. Que les sociaux-chrétiens, après avoir investi et dénaturé le P.S., se proposent aujourd'hui de dépasser la C.F.D.T. pour constituer une grande centrale de type travailliste, est une hypothèse que nos camarades syndiqués à la F.E.N. feront bien d'envisager.

Une telle opération «troisième force», en liaison directe avec le nouveau comité directeur du P.S., correspondrait non seulement à l'attente de toute une fraction de la bourgeoisie mais aux vœux les plus intimes du P.C.F. Il est à parier que la tendance U et A, qui semble trouver les voies de la réconciliation avec les réformistes dans les journées «d'action» de la mi-novembre, ferait preuve d'indulgence à l'égard du secrétaire général de la F.E.N. s'il se prêtait à la machination.

Nous admettons volontiers qu'en l'état actuel des choses nos craintes peuvent apparaître excessives, à partir d'exégèses toujours discutables. Dans deux mois cependant aura lieu le congrès de la F.E.N. Aucune ambiguïté ne sera plus permise. Sur des thèmes aussi bruyamment rebattus que l'Autogestion et la Planification Démocratique le congrès ne pourra plus éviter de se prononcer clairement.

Une certitude est toutefois acquise: les anarcho-syndicalistes, fidèles à eux-mêmes, défendront farouchement l'indépendance de classe du syndicat, comme ils le faisaient déjà il y aura 75 ans.

Comme à Amiens, dans un débat aussi fondamental, ils se retrouveront coude à coude avec les syndicalistes authentiques de diverses obédiences, et notamment les camarades du courant U.I.D. avec lesquels nous poursuivons un travail qui a déjà prouvé son efficacité.

Serge MAHE.

Au cours du Congrès du S.N.I. qui s'est tenu à Saint-Etienne en juillet 1975 la délégation de Loire-Atlantique a pris une part active aux